

Mitterrand et l'Afrique en 1957 : une interview révélatrice*

L'AUTEUR, journaliste britannique, envoyé spécial de plusieurs journaux (*Le Monde*, *L'Express*, *The Sunday Times*) se trouve à Accra en mars 1957 pour l'indépendance du Ghana, après avoir circulé au Dahomey et au Togo. La scène se situe dans l'après-midi du 5 mars 1957, veille de l'indépendance.

L'intérêt de ce texte, par-delà le talent d'un journaliste impertinent (dont le livre brosse un tableau des plus sévères du colonialisme français en Afrique), est de montrer un François Mitterrand, jeune ministre de la IV^e République portant un intérêt particulier à l'outre-mer, étonnamment mal informé (abusé ?) des réalités africaines et internationales de 1957 : obsession du complot anglais contre les intérêts de la France (complexe de Fachoda ?), méconnaissance des aspirations populaires (au Togo comme en Côte-d'Ivoire, ni tensions raciales ni désirs d'indépendance), aveuglement volontaire sur la signification de la naissance du Ghana ou sur la représentativité de Sylvanus Olympio... Ces thèmes mitterrandiens d'il y a trente-huit ans rendent décidément un son très actuel.

« (...) Je me rendis en voiture au consulat général de France avec Jean Quatrain du Herald Tribune. M. François Mitterrand, alors ministre de la Justice qui représentait la France aux cérémonies, nous y avait invités pour l'apéritif et un entretien.

Quand nous arrivâmes, il s'était enfermé avec le président de Tunisie Habib Bourguiba, qui était l'invité personnel de Nkrumah pour l'indépendance. Quand j'appris que M. Grunitzky, le « Premier ministre » du Togo, et son numéro deux, Robert Ajavon, étaient là eux aussi, je fus non seulement surpris de leur venue sans invitation (1) mais également un peu inquiet. J'avais des raisons de supposer que Grunitzky m'avait déjà catalogué comme anti-français (2), et qu'il pourrait prédisposer le ministre français à penser de même, la France étant ouver-

* Traduction d'un extrait de Russel Warren Howe, *Black Star Rising. A Journey Through West Africa In Transition*, Londres, Herbert Jenkins, 1958, pp. 211-213.

tement hostile au Ghana et quelque peu fâchée envers la Grande-Bretagne pour avoir laissé naître le Ghana et brouillé les cartes en Afrique de l'Ouest.

Mes craintes n'étaient pas infondées. Comme le ministre descendait les escaliers du consulat, il me lança un regard pénétrant et déclara fermement : « Bon, je n'ai rien à dire. »

C'était une façon originale d'accueillir un invité, et cela augurait mal d'un entretien ministériel. M. Mitterrand semblait avoir décidé que le mieux, dans cette situation, serait de m'interviewer, mais les interviews sont comme les échecs — pour chaque coup bien connu, il y a une parade bien connue. C'est une vieille habitude des hommes politiques que d'essayer de « retourner » une interview, et la parade consiste à faire des réponses provocantes, afin d'inciter l'homme politique à en dire le plus possible.

M. Mitterrand me demanda si, moi qui avais traversé le Togo de long en large, je pouvais honnêtement trouver une quelconque différence entre le degré d'indépendance politique du Ghana et celui du Togo. Je répondis qu'il était difficile de parler librement à un ministre, et quand il me donna la réplique obligatoire — « Oh, dites ce que vous pensez, d'homme à homme » — je fis ce qui m'était demandé, et dis que comparer le Togo au Ghana revenait à comparer l'Espagne aux États-Unis. Tel fut le ton de notre conversation, et si Mlle Quatermain n'avait pas été là à prendre des notes, cela aurait pu s'envenimer.

Le ministre tenta une dernière fois d'éviter mes questions les plus embarrassantes en disant qu'il ne pouvait répondre aux questions sur la politique coloniale française.

« Demandez à Defferre » (alors ministre des Colonies (3)). « Demandez à Mollet. Je ne sais rien de la politique coloniale française », dit le ministre.

« Vous n'allez plus aux conseils des ministres ? », demandai-je.

Je dus pousser la provocation jusque-là. Dès lors M. Mitterrand parla librement, et cela donna l'une des interviews consignées les plus passionnantes que j'ai jamais réalisées. Voici, verbatim, quelques-uns des arguments du ministre :

« L'indépendance du Ghana est purement théorique, puisque les Ghanéens reconnaissent toujours la reine d'Angleterre. »

« Tous les ennuis que nous avons eus en Afrique occidentale française n'ont rien à voir avec un désir d'indépendance, mais avec une rivalité entre les blocs français et britannique. Ce sont des agents britanniques qui ont fomenté tous nos ennuis. »

« Le CUT » (parti d'opposition du Togo mené par Sylvanus Olympio, regroupant environ quarante pour cent de l'électorat (4)) « est composé uniquement d'agents de l'UAC » (une compagnie com-

(1) Nkrumah n'avait pas invité le Premier ministre de la République autonome du Togo, Nicolas Grunitzky, qu'il jugeait illégitime, mais avait invité à titre personnel son principal opposant Sylvanus Olympio.

(2) L'auteur venait d'interviewer Grunitzky à Lomé (*Black Star Rising*, pp. 163-166.)

(3) Plus exactement ministre de la France d'outre-mer.

(4) CUT : Comité de l'unité togolaise, qui réclamait la réunion des Togo français et britannique, mais non l'union avec le Ghana. Olympio allait gagner les élections d'avril 1958 et devenir Premier ministre puis président du Togo indépendant (1960-1963).

merciale britannique (5)) « dont le seul but est de réunir le Togo au Ghana pour favoriser ses affaires ».

« Le plébiscite du Togo, ainsi que les élections, ont été conduits avec une honnêteté scrupuleuse (6). Nous n'avons pas laissé l'ONU les superviser parce que cela ne la regardait pas. Le fait que le Togo soit sous mandat (7) de l'ONU ne fait aucune différence — ce territoire est administré par la France. »

« Il n'y a pas de problème racial en Afrique occidentale française. Il n'y a qu'une petite poignée de Français au sommet de la pyramide économique, et plusieurs millions d'Africains — comment pouvait-il donc y avoir un problème racial ? Venez avec moi en Côte-d'Ivoire. J'ai mon avion qui y part jeudi. J'aimerais vous faire rencontrer Houphouët (8). Vous verrez comme ils nous aiment. L'Afrique française ne veut pas l'indépendance. »

« Les Britanniques n'ont aucune politique coloniale. Ce ne sont que des opportunistes. Ils ont donné une indépendance théorique à la Gold Coast, mais ils n'iront pas aussi loin avec le Nigeria et ils n'ont absolument aucune intention de ce genre en Afrique de l'Est où, notez bien ce que je dis, ils maintiendront les Africains sous leur botte éternellement (9). La France accordera l'autonomie interne complète, conservant uniquement les affaires étrangères, la défense et un droit de veto (10). Contrairement au gouvernement britannique, le gouvernement français, lui, a une politique outre-mer. »

Ce fut alors que l'interview se termina, car je rappelai à M. Mitterrand que le Maroc avait connu cinq statuts différents en autant d'années. « Quel gouvernement français ? », demandai-je. « Quelle politique ? »

Le consul suggéra qu'il était peut-être l'heure de dîner et, laissant mes dernières questions sans réponses, nous arborâmes tous des sourires très « entente cordiale » et nous nous serrâmes les mains. Mlle Quatermain et moi partîmes pour l'Accra Club.

Michel Brot

IHCC — Université de Provincedit

(5) L'UAC (United Africa Company), dont Olympio était le directeur pour le Togo.

(6) L'opposition togolaise avait boycotté les élections de 1955, dénonçant des fraudes massives, et le parti pro-français de Grunitzky l'avait emporté sans péril.

(7) Depuis 1945 le terme exact était : sous tutelle.

(8) Houphouët-Boigny, principal lea-

der du RDA, parti-frère de l'UDSR de François Mitterrand, était lui aussi ministre dans le cabinet Guy Mollet.

(9) Le Nigeria sera indépendant en 1960, les pays d'Afrique de l'Est entre 1961 et 1963.

(10) La loi-cadre Defferre allait entrer en application dans les territoires d'AOF et d'AEF le mois suivant (avril 1957).